

## Niykaw Ochalla

Les peuples autochtones<sup>NDT 1</sup> d'Éthiopie constituent une part importante de la population estimée à 95 millions d'habitants<sup>NDT2</sup>. Environ 15 % sont des pasteurs et des agriculteurs sédentaires qui vivent sur une grande du pays, surtout dans les basses terres d'Éthiopie qui comprennent environ 61 % de la superficie du territoire national.

Un certain nombre de communautés de chasseurs-cueilleurs, notamment les Majang (Majengir) et les Anuak, demeurent aussi dans les forêts de la région de Gambélla. L'Éthiopie est réputée posséder le plus important troupeau d'élevage d'Afrique. Ce cheptel est possédé, à la fois, par les céréaliculteurs utilisateurs de l'araire établis sur les hautes terres et les communautés de pasteurs vivant dans les basses terres peu peuplées, objet, ces dernières années, d'une forte demande des investisseurs étrangers. L'« accaparement des terres » aggrave encore la situation politique et économique, déjà difficile, des peuples autochtones des périphéries basses en Éthiopie. La politique menée par le gouvernement éthiopien, a contraint de nombreuses communautés de pasteurs et de petits exploitants agricoles à quitter leurs parcours traditionnels et, en outre, l'accès des populations autochtones aux soins de santé et à l'enseignement primaire et secondaire reste toujours très insuffisant. Aucune loi éthiopienne ne les protège car ce pays n'a ni ratifié la Convention 169 de l'OIT, ni n'était présente lors du vote sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). L'incertitude politique de ces dernières années en Éthiopie a aggravé les difficultés auxquelles les peuples autochtones sont confrontés.



<sup>NDT1</sup> (Note du traducteur). L'Éthiopie n'ayant jamais été colonisée, tous les peuples qui l'habitent sont donc autochtones, toutefois, les autochtones minoritaires établis dans les périphéries sont souvent moins bien considérés que les autochtones majoritaires des hautes terres centrales.

<sup>NDT2</sup>. 105 millions d'habitants (*Populations et Société*, 2017).

L'Éthiopie, alliée de longue date de l'Occident<sup>NDT3</sup> en raison de sa position stratégique et de son rôle essentiel dans la lutte contre le terrorisme, n'a jamais respecté ni les droits de l'homme et ni la société. Récemment, cependant, des organisations de défense des droits de l'homme, des militants et des journalistes ont approuvé l'arrestation de cadres des services de sécurité et de militaires, impliqués dans la mauvaise gestion de la *Metal and Engineering Corporation* (METEC). En novembre 2018, 66 membres des services de renseignements éthiopiens et de l'armée, accusés de violation des droits de l'homme et de mauvaise gestion des fonds ont été arrêtés et inculpés.<sup>1</sup> L'arrestation de ces responsables découle, peut-être, d'une réaction face à la poursuite du désordre. Elle est largement la conséquence de la faillite des politiques de développement et à l'absence de culture démocratique et d'institutions politiques.

En 2015, les manifestants sont descendus dans la rue pour s'opposer à l'extension continue de la capitale à la périphérie, craignant ainsi l'expulsion des petits agriculteurs et la destruction de leurs moyens de subsistance. En conséquence, le pays a sombré dans le chaos, obligeant le Premier ministre du pays à démissionner en février 2018 afin de mettre en place la réforme politique, d'en terminer avec la corruption endémique et les violations généralisées des droits de l'homme, et ainsi éviter la désintégration de l'État.

Au début de 2018, l'Éthiopie a connu un changement politique décisif vers plus de démocratie et d'une meilleure gouvernance, tout en maintenant l'objectif de rejoindre le nombre des pays à revenu intermédiaire d'ici 2025. Plus important encore, pour la première fois de son histoire<sup>NDT4</sup>, le Premier ministre démissionnaire a passé le pouvoir à son successeur, pacifiquement. Le nouveau Premier ministre [Abiyy Ahmäd] a pris la tête du gouvernement en avril 2018. C'est un Oromo<sup>NDT5</sup> et il appartient donc au groupe ethnique le plus important, mais « marginalisé » du pays<sup>NDT6</sup>. Dans le cadre de sa réforme, le nouveau Premier ministre a invité, sans condition, les partis politiques en exil, les militants et les journalistes à participer à la reconstruction de l'État-nation.<sup>2</sup>

En septembre 2018, Addis Abäba la population était émue par le retour des partis politiques d'opposition et par la perspective que le pays s'engage sur la voie d'un changement politique pacifique.

Les derniers mois de 2018 ont été marqués par de nouvelles éruptions de troubles politiques dans le pays. Causés par l'accroissement de la pression foncière, ces conflits « ethniques » ont éclaté à propos des limites entre régions-États et districts.

---

<sup>NDT3</sup>. Allié des États-Unis, Haylä Sellasé noua, toutefois, des relations diplomatiques avec l'URSS. En 1977, Carter, ayant décrété l'embargo sur les armes, la junte militaire rejoignit alors le « camp socialiste » jusqu'à la chute de la dictature Mängestu en 1991. Elle s'efforce, depuis, de maintenir de maintenir la balance égale entre l'Europe, les États-Unis et la Chine, reconnue, dès 1971, par le *negus*.

<sup>NDT4</sup>. Toutefois, à la mort du Premier ministre Mälläs Zénawi, en 2012, le pouvoir avait échoué, pacifiquement, à Haylä Maryam Dässaläñ qui a démissionné en 2018

<sup>NDT5</sup>. Sa mère est une Amhara chrétienne et son père un Oromo musulman. La société éthiopienne est ambilinéaire.

<sup>NDT6</sup>. Plus qu'un groupe ethnique, les Oromo (35 millions) sont, et se pensent comme un peuple qu'ils ressentent comme étant toujours marginalisé. Or, les travaux d'historiens oromo, notamment, montrent que ce peuple vit, depuis au moins les XII-XIII<sup>e</sup> siècles, au contact et à l'intérieur de l'Éthiopie, à l'histoire de laquelle, il participe depuis des siècles.

Malgré d'importants changements, notamment la volonté d'assurer la parité des sexes au sein du pouvoir exécutif — une présidente élue à la tête de l'État et des présidentes nommées à la Cour suprême et à la Commission du conseil électoral — le sort des populations, et surtout les peuples autochtones périphériques, demeure précaire.

### **Violence et insécurité**

Afin de poursuivre la construction de l'État-nation, le gouvernement éthiopien a lancé des politiques de développement appuyées sur des programmes d'investissements agro-industriels et de villagisation qui ont profondément affecté les peuples autochtones et déclenché de violents conflits qui, à leur tour, ont perturbé les récoltes et donc la sécurité alimentaire. On a accusé les soldats agents et les membres des forces de sécurité d'avoir fait un usage excessif de la force à l'encontre des civils innocents.<sup>3</sup>

En septembre 2018, de jeunes Anuak de Gambélla ont manifesté contre la généralisation de la violence, le chômage de masse, le népotisme et la corruption, en dépit des réformes politiques engagées à Addis Abäba. Rappelons que le 13 décembre 2003, des soldats avaient tué huit jeunes Anuak et blessé vingt-deux adultes, lorsque l'armée éthiopienne, et les migrants venus des hautes terres<sup>NDT7</sup>, ont massacré des centaines d'Anuak, jeunes et adultes, dans toute la ville de Gambélla lors des violences qui aboutirent au « génocide<sup>NDT8</sup> des Anuak ».

Dans l'État-région voisin du Benishangul & Gumuz, plus au Nord, des suites négatives de la politique de réforme entreprise en Éthiopie se sont fait jour, tout au long du deuxième semestre de 2018. Après le changement de pouvoir survenu à l'échelle fédérale, le Front de libération des Oromo (FLO) a lancé une attaque meurtrière contre les peuples autochtones locaux à la frontière avec le Soudan du Sud. Le FLO, une organisation séparatiste fondée en 1972, combat pour la création d'un État-nation réunissant l'ensemble des Oromo et cherche à étendre, par la violence, les frontières de l'*Oromiyaa*. Le décès de quatre cadres politiques du Benishangul & Gumuz a dégénéré en un violent conflit.

Au cours de ce long conflit entre les régions du Benishangul & Gumuz et de l'*Oromiyaa*, environ 1,7 million de personnes appartenant aux peuples autochtones ont été déplacées, tandis que des dizaines de milliers d'autres ont cherché refuge protection de l'autre côté de la frontière, au Kenya, au Soudan et au Sud-Soudan.

### **Les projets de développement à grande échelle**

L'Éthiopie connaît une longue histoire de plans de développement aux effets dévastateurs sur les communautés locales. Dans les années 1950<sup>NDT9</sup>, le dernier monarque éthiopien avait lancé l'implantation de plantations de cannes à sucre et de coton dans la moyenne et basse vallée de Awash, chassant les Afar de leurs pâturages et de leurs points d'eau.<sup>4</sup> Un récent rapport de l'*Oakland Institute* établit que les plantations de can-

<sup>7</sup>. Appelés *Habesha*, c'est-à-dire Abyssins originaires des hautes terres, par les population locales qui vivent dans les basses terres.

<sup>8</sup>. Massacre semble plus judicieux que génocide. En effet, les Nuer réfugiés du Sud-Soudan affluent dans la région où ils remettent en question le fragile équilibre Anuak-Nuer à Gambélla.

<sup>9</sup>. Fin années 1950-début 1960. *L'Awash Valley Authority*, (AVA), inspirée de la *Tennessee Valley Authority* (TVA) de Roosevelt, fut étudiée par la FAO et reçut son aval et celui d'autres gouvernements dont la France.

ne à sucre et de coton ont contribué à l'insécurité alimentaire, à la raréfaction des ressources naturelles et à l'érosion des sols.<sup>5</sup> Les plans de développement à grande échelle sont la clé des stratégies d'édification de l'État-nation éthiopien qui, après avoir éliminé la pauvreté, rejoindra, d'ici à 2025, le groupe des pays à revenu intermédiaire. On considère généralement que ces politiques « à grande échelle », fondées sur des investissements agro-industriels, des programmes de villagisation et des périmètres irrigués — provoquant le déguerpissement en masse des peuples autochtones — sont la cause d'un fort exode rural, du chômage et de l'augmentation de la criminalité.

## Les investissements agro-industriels

La Corne de l'Afrique est l'une des régions du monde les plus vulnérables sur le plan de l'environnement et de l'insécurité alimentaire. L'Éthiopie, notamment, fait partie des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire sur le continent africain. Chaque année, environ 18 millions d'Éthiopiens<sup>NDT10</sup>, touchés par la disette, dépendent de l'aide financière et alimentaire fournie par les donateurs internationaux. En outre, les études ont récemment noté que le changement climatique avait aggravé l'insécurité alimentaire en Éthiopie gravement compromis les résultats de son économie, jusque là, en croissance régulière.<sup>6</sup> Les efforts visant à réduire la pauvreté et à améliorer le sort des agriculteurs modestes ne se sont pas concrétisés, ainsi que les projets de développement rapide de la production industrielle d'intrants pour l'agriculture. Des critiques épinglent le piètre bilan du pays en matière de droits de l'homme et de politiques de développement alors que le gouvernement défend ce bilan avec obstination.<sup>7</sup>

Un rapport, paru en avril 2018, annonçait que *Karuturi Global*, un conglomérat indien accusé d'accaparement des terres, allait revenir à Gambélla.<sup>8</sup> Un nouvel accord stipule que *Karuturi Global* devra mettre en valeur une concession nouvelle de 25 000 hectares.<sup>9</sup> En 2017, *Karuturi* avait perdu sa licence car il n'avait utilisé que 7 000 des 100 000 hectares qu'on lui avait précédemment concédés.<sup>10</sup>

## Perspectives pour 2019

Depuis l'année dernière, l'Éthiopie est engagée dans un processus graduel de transformation qui doit restaurer la concorde nationale et promouvoir la gouvernance démocratique, en instaurant un État de droit et la réforme des élections. La représentation équitable des forces politiques redonnera ainsi optimisme et espoir aux citoyens dans l'esprit de compromis qui a présidé à la signature du traité de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les peuples autochtones — tant minoritaires que majoritaires — de ce pays espèrent obtenir les moyens de faire pression sur le gouvernement pour qu'il signe et respecte les cadres juridiques internationaux qui protègent les peuples minoritaires en terme de droits aux terres et territoires, de culture, de langue et d'autonomie économique.

## Notes et références

1. See DW News at <http://bit.ly/2IyAVf4>
2. See The Guardian at <http://bit.ly/2IyQEL1>
3. See Human Rights Watch at <http://bit.ly/2IQI3nt>
4. Ibid
5. Ibid
6. See The Oakland Institute's "Miracle or Mirage: Manufacturing Hunger and

<sup>10</sup>. Rappelons qu'en moyenne, depuis 40 ans, le pourcentage des Éthiopiens nécessitant une aide alimentaire demeure stable, mais, avec un croît naturel annuel de 2,6 %, leur effectif augmente en chiffre absolu.

- Poverty In Ethiopia” at <http://bit.ly/2IDDRqL>
7. Ibid
  8. See Farmlandgrab.org at <http://bit.ly/2IDE1hR>
  9. Ibid
  10. Ibid

**Nyikaw Ochalla** est directrice de l’organisation Anywaa Survival, qui s’occupe des droits à la terre des peuples autochtones et de la protection de leurs droits fondamentaux et de leur dignité.

Source

IWGIA The Indigenous World

Traduction pour le GITPA par **Alain Gascon**

Membre des experts du GITPA pour l’Afrique